

PSA (93) : 2 000 personnes dans les rues d'Aulnay



Tous les syndicats de PSA Peugeot-Citroën Aulnay (CGT, SIA, SUD, CFDT, CFTC, FO, CGC) avaient lancé un « appel à la population », pour manifester le samedi 11 février, contre la fermeture de l'usine. Outre le cortège de PSA, les Unions Locales et Départementales de plusieurs organisations syndicales étaient aussi présentes ; Solidaires formant la deuxième force syndicale présente, derrière la CGT. Différentes organisations politiques étaient aussi représentées.

Dans son intervention à l'issue de la manifestation, le représentant de SUD Industrie a rappelé que **la fermeture de PSA Aulnay, aurait des conséquences dramatiques pour les 3 100 salarié-es, mais aussi pour les 10 000 emplois induits** ; ceci, dans un département déjà ravagé par le chômage.



Ces milliers de licenciements sont envisagées dans une entreprise qui affiche 588 millions d'€ de bénéfices nets sur la seule année 2011 ; son PDG gagne 9 000 € par jour ! **Il y a largement de quoi maintenir en activité l'usine et garder les emplois.** Au contraire, pour cesser la dégradation des conditions de travail dans les usines du Groupe, il faut embaucher !

A Aulnay, Mulhouse ou Poissy, les intérêts des salarié-es sont les mêmes : s'unir et agir ensemble contre le patronat qui les presse toujours plus, avant de les jeter à la rue. Blocage de la production, résistance, désobéissance, sont à mettre en débat. Nos camarades de SUD PSA l'ont réaffirmé samedi : « Soyons offensifs, nous avons

toute légitimité à défendre nos revendications, à refuser les suppressions d'emplois et les fermetures d'usines. Nous ne sommes responsables ni de la crise qu'ils ont provoquée ni de la dette qu'ils ont créée ».

Une manifestation locale pour l'emploi ... une occasion pour Solidaires 93 de diffuser l'appel à la manifestation nationale du 24 mars, ... mentionné aussi en conclusion de l'intervention de SUD PSA, devant la Mairie.

2012, les vrais enjeux : une brochure Solidaires



Sommaire

- Avant propos 6-7
- Introduction 10-14
- **Pour une autre répartition des richesses 17-29**
- Salaires et profit 17-19
- Fiscalité 20-23
- Protection sociale 24-29
- **Combattre les rapports d'exploitation 33-49**
- Emploi 33-36
- Les services publics 37-41
- L'écologie 42-47
- Logement 48-49
- **Egalité des droits et libertés publiques 53-63**
- Immigration 53-56
- Femmes 57-59
- Libertés publiques 60-63

Une brochure de 64 pages, que chaque syndicat remettra aux syndiqué-es Solidaires ...

Disponible aussi pour diffusion aux collègues, aux voisin-es, aux proches, etc.

A disposition dans votre syndicat.

Mercedes-Benz (59) : 50 € mensuels de plus, grâce à la grève



En 2011, Mercedes-Benz a dégagé un bénéfice net de 6 milliards d'€, en hausse de 29%. Sans honte, les dirigeant-es de cette entreprise refusaient d'aller au-delà d'une augmentation de 12 € pour les salarié-es.

A Valenciennes, 5 jours de grève ont permis de transformer ces 12 € en 50 € de plus par mois. Une grève qui aurait pu être évitée, si la direction avait accepté de discuter ... une grève qui aurait pu se conclure encore mieux si la CGT n'avait pas lâché les grévistes ... mais une grève où le syndicat SUD et l'Union interprofessionnelle ont montré leur utilité ... et surtout, **une grève gagnante pour les salarié-es !**



Air France : grève et rassemblements le 10 février

Le 10 février, se tenait le CCE d'Air France où la direction devait annoncer la dénonciation des conventions d'entreprise et des accords RTT. SUD Aérien, souvent avec la CGT, FO ou l'UNSA voir la CFDT selon les secteurs, avait appelé les salarié-es à se mettre en grève pour protester contre cette attaque frontale. Des centaines de salarié-es se sont rassemblé-es à Orly. A Roissy, SUD Aérien, CGT et FO organisaient un rassemblement devant le siège, là où devait se tenir le CCE.

Plus de 600 personnes se sont retrouvées devant les grilles fermées, à Roissy ; des grilles vite ré-ouvertes et l'ensemble des salarié-es a pu ainsi accéder à l'intérieur du siège. Là aussi, la direction avait fait fermer l'accès à la salle du CCE, protégée par des vigiles. Encore une fois, la volonté des manifestant-es fut plus forte et la session du CCE fut interrompue.

Les membres de la direction présents ... et les élus au CCE ... restèrent silencieux devant cette occupation, mais très vite plusieurs représentant-es de SUD Aérien et de la CGT sont intervenu-es pour dénoncer les orientations de la direction et exprimer la colère des salarié-es d'Air France.

Devant la montée de colère des salarié-es, la direction a tenté une nouvelle manœuvre : au lieu de dénoncer les accords purement et simplement, la direction a décidé d'associer les syndicats à la dénonciation ! Tout simplement en faisant signer un accord de méthode qui reconnaît l'obligation de rédiger de nouveaux accords, qui reconnaît le cadre économique et financier fixé par la direction, et qui propose trois mois de négociation pour aboutir très vite à de nouveaux accords dans le cadre de l'enveloppe décidée par la direction.

SUD Aérien propose un front intersyndical commun au niveau national d'Air France sur des bases simples : contre la perte de pouvoir d'achat programmée et déjà bien entamée, contre la remise en cause des jours de congés, contre le blocage des embauches et la non-embauche des apprenti-es, pour la défense de tous les acquis contenus dans les accords et conventions.

Finances publiques : nouvelle journée d'action, le 27 mars

Fortement engagés depuis plusieurs semaines dans de nombreuses actions à l'occasion des Comités Technique Locaux sur l'emploi, les agents de la DGFIP se sont largement mobilisés lors de la journée nationale de grève, le 2 février, qui a réuni près d'un agent sur trois. A Bercy, comme dans l'ensemble des départements, des rassemblements locaux ont permis d'interpeller des responsables de l'administration, et de combattre l'idée que la DGFIP constituerait un réservoir d'emplois.

Les organisations syndicales (Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT, FO, CFTC et UNSA) ont analysé le succès de cette mobilisation qui témoigne :

- de la volonté d'agir collectivement, dans l'unité, et dans la durée ;
- de la montée des revendications et de la mobilisation à la DGFIP, 4 ans après sa création ;
- de la nécessité d'une réaction forte des personnels face aux politiques gouvernementales qui ont supprimé 25 000 emplois en 10 ans dans cette administration.



Les syndicats constatent que depuis la création de la DGFIP en avril 2008, l'administration et le gouvernement n'ont jamais voulu tirer un véritable bilan de leur réforme. Pourtant, combattre la crise implique de remettre en question les logiques politiques actuelles en matière d'emploi afin de renforcer l'intégralité des missions de la DGFIP dont le rôle est primordial dans l'action publique. Les agents de la DGFIP n'accepteront pas un nouveau plan d'affaiblissement ni l'amputation des missions pas plus que la poursuite des réductions d'emplois comme pourraient y amener les réflexions récentes du Sénat et la Cour des Comptes. **Il faut mettre un terme à l'hémorragie d'emplois qui affaiblit toujours plus le service public.**

Les organisations syndicales (Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFTC Finances Publiques et UNSA DGFIP) ont décidé d'organiser une nouvelle action le 27 mars prochain. Elles se réuniront à nouveau le 6 mars pour préciser, ensemble, les modalités d'actions pour la journée du mardi 27 mars.

La Poste (33) : facteurs/trices en grève depuis une semaine

Depuis le 14 février, les facteurs/trices de Pessac sont en grève. **C'est encore une lutte contre des suppressions d'emplois, décidées par la direction de La Poste.** Chaque jour depuis une semaine, en assemblée générale, ils et elles décident des suites du mouvement. Soutenu-es par CGT, SUD PTT et FO, les grévistes s'opposent à la réorganisation prévue en mars.

Hôpital Régnier à Rennes : 4 jours de grève, pour gagner !

Le conflit a démarré après la diffusion par SUD d'une photo montrant une chambre avec un matelas par terre : c'est dans ces conditions que certains patient-es ont été accueilli-es à la mi-janvier. Le scandale provoqué par cette photo, la mobilisation très forte des salarié-es qui ont annoncé qu'ils bloqueraient les entrées à partir du 14 février ont permis cette victoire éclair.



Soutenu-es par SUD, CGT et CFDT, les grévistes ont obtenu la réouverture de 27 lits, l'ouverture de 20 nouveaux lits dans un service qui avait été fermé début 2011 et la création d'un hôpital de jour de 10 places ouvert 7 jours sur 7. L'installation d'une tente et d'un piquet de grève à l'entrée de l'hôpital a permis de faire vivre ce conflit. Ce lieu où la grève était reconduite en assemblée générale, est devenu un endroit stratégique où de très nombreux salarié-es sont venu-es discuter ensemble et participer au piquet de grève, certain-es toute la nuit malgré le froid intense. Tous les secteurs se sont mobilisés, beaucoup de jeunes ont participé activement à ce mouvement sans précédent. Ce mouvement de grève a été porté par la volonté et la nécessité de travailler autrement, pour rendre sa dignité au métier de soignant-e. C'est une victoire de la solidarité qui montre qu'il est possible de gagner des conflits sociaux.

Commerce : pas d'extension du travail dominical !

Le 17 février 2012, Nicolas Sarkozy, le candidat-Président, a fait savoir sa volonté, en cas de réélection, « de poursuivre les assouplissements déjà réalisés en matière d'ouverture dominicale ». Cette mesure, dans la droite ligne de la loi Mallié de 2009 qui vient de faire l'objet d'un rapport parlementaire des plus nuancés, serait supposée être favorable, à la fois, à la croissance, à l'emploi, au pouvoir d'achat des salariés et à l'attrait touristique de notre pays : excuser du peu et ce alors que les rapports du CESE et du CREDOC ont démontré le contraire !

Cette promesse de campagne faite aux employeurs du commerce démontre, à l'inverse, que ces derniers ne sont pas insensibles aux multiples actions de défense du repos dominical, menées avec succès ces dernières années par nos organisations. La énième réhabilitation de « la valeur travail » par le Président-candidat devrait plutôt conduire ce dernier à **augmenter véritablement le SMIC**, ce qu'il s'est toujours refusé à faire depuis qu'il a été élu, et à **juguler le temps partiel imposé**, majoritaire dans nos professions. **Les organisations syndicales du commerce signataires réaffirment leur opposition au travail dominical et leur attachement à ce que les salarié-es puissent librement mener leur vie familiale, associative, culturelle, sportive etc. y compris le dimanche !**

ALDI (59) : une semaine de grève à l'entrepôt de Cuincy

Confronté-es à une direction rétive à toutes négociations, les représentants syndicaux SUD et CGT constataient, après 5 réunions, qu'aucune revendication n'était prise en compte. **Pourtant, le Groupe ALbrecht-DIscout aligne des milliards de chiffre d'affaires depuis des années ! Mais c'est le mépris envers les travailleurs/ses qui guident les patrons** ; pas question de supprimer les jours de carence pour les non-cadres car « les salarié-es picolent le week-end et en profiteraient pour ne pas venir bosser », pas de reconnaissance du PACS car « les salarié-es pourraient conclure et défaire des PACS tout au long de l'année pour gagner des jours de congés »...

C'est cet ensemble qui a déterminé le personnel à se mettre en grève à compter du 30 janvier au matin. La direction a multiplié les recours juridiques et les plaintes, pour faire pression. **Après une semaine de grève, la révision à la hausse de l'augmentation générale des salaires n'a pu être obtenue, mais divers acquis sont toutefois engrangés** : augmentation avancée au 1^{er} janvier, maintien de la prime d'ancienneté en cas de maladie, création d'une prime anniversaire de 600 € (15 ans) à 800 € (25 ans), des améliorations pour les frais de déplacement, la prime d'intéressement.

Les mensonges du Front National

« *Ne pas se tromper de colère* », tel est le titre du tract national Solidaires qui explique en quoi le Front National est l'ennemi des salarié-es. Ce tract tiré nationalement est adressé à chaque fédération, syndicat national et Solidaires départemental, pour être diffusé le plus massivement possible.

